



SECRETARIAT

AS/Jur (2015) CB 08  
10 décembre 2015

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord de la réunion tenue à Paris le 8 décembre 2015

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 8 décembre 2015, sous la présidence de M. Michael McNamara (Irlande, SOC), 1<sup>er</sup> vice-président, en ce qui concerne :

- **Le renforcement de la protection et du rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe** (Rapporteuse : Mme Mailis Reps, Estonie, ADLE) : a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe ?** (Rapporteur : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Demande de création d'un mandat d'un(e) Rapporteur(e) général(e) sur la protection des défenseurs des droits de l'homme** : a discuté d'une proposition de créer un rapporteur général sur ce sujet et a décidé d'y revenir pendant la partie de session de janvier 2016 de l'Assemblée ;
- **Nomination de rapporteurs** :
  - Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie (pour rapport) : re-nomination suite au départ de M. Robert Neill (Royaume-Uni, CE) de l'Assemblée : a nommé M. Michael McNamara (Irlande, SOC) qui a déclaré l'absence de conflit d'intérêts ;
  - Pour une approche démocratique des questions de gouvernance dans les Etats européens plurinationaux (pour rapport) : a nommé M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE) qui a déclaré l'absence de conflit d'intérêts ;
  - La corruption en tant que système de gouvernance : un obstacle à l'efficacité et au progrès des institutions (pour avis) : re-nomination suite au départ de M. Robert Neill (Royaume-Uni, CE) de l'Assemblée (rapporteur pour la Commission des questions politiques et de la démocratie : M. Michèle Nicoletti (Italie, SOC)) : a nommé Mme Meritxell Mateu Pi (Andorre, ADLE) qui a déclaré l'absence de conflit d'intérêts ;
  - La convergence technologique, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme (pour avis) (Rapporteur pour la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : M. Jean-Yves Le Déaut (France, SOC)) : a nommé M. Boriss Cilevičs (Lettonie, SOC) qui a déclaré l'absence de conflit d'intérêts ;

- **Participation des membres à des conférences, réunions, séminaires, etc.** : a entendu des rapports des représentants suivants :
  - M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC) concernant sa présentation de la [Résolution 2045 \(2015\)](#) de l'APCE sur « Les opérations de surveillance massive » devant la commission LIBE du Parlement européen le 28 mai 2015 à Bruxelles ;
  - M. Arcadio Díaz Tejera (Espagne, SOC) au sujet de la 104<sup>ème</sup> session plénière de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), 23-24 octobre 2015 ;
  - M. Sergiy Vlasenko (Ukraine, PPE/DC) qui a participé à la 70<sup>ème</sup> réunion du GRECO (Groupe d'Etats contre la corruption), 30 novembre-4 décembre 2015 ;
- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note des réponses du Comité des Ministres sur des recommandations de l'Assemblée, 2070 (2015) sur « L'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme : la Déclaration de Brighton et au-delà », 2067 (2015) sur « Les opérations massives de surveillance », et 2065 (2015) sur « Les institutions européennes et les droits de l'homme en Europe » ;
- **Questions diverses** :
  - **La corruption judiciaire : nécessité de mettre en œuvre d'urgence les propositions de l'Assemblée** : afin de mettre à jour le rapport ci-dessus adopté en juin 2015, a décidé de préparer un addendum au rapport qui est prévu pour débat pendant la partie de session de janvier 2016 de l'Assemblée. A accepté la proposition de M. Michael McNamara (Irlande, SOC), 1<sup>er</sup> vice-président, pour qu'il prépare l'addendum, en raison du fait que le rapporteur, M. Kimmo Sasi (Finlande, PPE/CD), a maintenant quitté l'Assemblée ;
  - **La mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (9<sup>ème</sup> rapport)** : a pris note d'une déclaration faite par le rapporteur, M. Pierre-Yves Le Borgn' (France, SOC), qui avait demandé au secrétariat de délivrer un document de travail sur « L'impact de la Convention européenne des droits de l'homme dans les Etats parties : exemples sélectionnés » pour discussion pendant la partie de session de janvier 2016 de l'Assemblée. Le rapporteur a également soulevé la question du projet de législation du Parlement de la Fédération de Russie, qui habiliterait la Cour constitutionnelle à déterminer si les décisions prises par des organismes internationaux sur la protection des droits de l'homme et des libertés (y compris celles de la Cour européenne des droits de l'homme) doivent être mises en œuvre ou pas. Sur proposition du rapporteur, la commission a accepté de demander un avis sur la question à la Commission de Venise ;
  - **Article 52, CEDH** : a pris note d'une lettre conjointe des ONG, y compris d'Amnesty International, de Human Rights Watch et de la Commission internationale de juristes, au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe demandant que l'enquête de l'article 52, CEDH, ne soit pas terminée prématurément. La commission a autorisé le 1<sup>er</sup> vice-président à écrire une lettre au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe demandant une mise à jour sur cette question avant la partie de session d'avril 2016 de l'Assemblée ;
  - **Comité mixte sur les droits de l'homme (JCHR) - Parlement du Royaume-Uni** : a décidé d'inviter des représentants du JCHR pour un échange de vues avec la commission pendant la partie de session d'avril 2016 de l'Assemblée ;
  - **Ticket annuel** : a pris note de l'invitation de la délégation irlandaise de tenir la réunion de la commission à Dublin en mai 2016 ;
  - **Lettre du président de l'AS/Soc concernant une déclaration sur « L'appel à une politique drogues axée sur la santé publique »** : a invité le 1<sup>er</sup> vice-président à informer le président de l'AS/Soc que la commission avait pris note de sa lettre et a décidé de ne pas donner suite à ce sujet ;
  - **Programme de travail** : a pris note du programme de travail de la commission ;

- **Lettre du chef de la délégation géorgienne** : a pris note de la lettre du chef de la délégation géorgienne, M. Tedo Japaridze, en réponse à la lettre du président de la commission, M. James Clappison, du 18 novembre 2015, concernant les récentes arrestations de certains militants politiques géorgiens ;

– **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :

*Commission plénière :*

- Strasbourg, pendant la 1<sup>ère</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (25-29 janvier 2016)
- Paris, 7 mars 2016 (Bureau du Conseil de l'Europe)
- Strasbourg, pendant la 2<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (18-22 avril 2016)
- Dublin (Irlande), mai 2016, date à confirmer (sous réserve de l'autorisation du Bureau)
- Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (20-24 juin 2016)
- Paris, 7 septembre 2016, à confirmer
- Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2016 (10-14 octobre 2016)
- Paris, 8 novembre 2016, à confirmer
- Paris, 13 décembre 2016, à confirmer

Andrew Drzemczewski, Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna, Véronique Lerch

cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
Secrétaire Général du Congrès  
Secrétaire du Comité des Ministres  
Directeurs Généraux  
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe  
Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
Directeur de la Communication  
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe